

Motion du bureau de la CP-CNU

«Paix dans la bande de Gaza» (3 octobre 2025)

Face à la crise humanitaire sans précédent qui sévit au proche orient, le bureau de la CPCNU réaffirme le rôle des institutions académiques dans la défense des valeurs humaines fondamentales. Il appelle le gouvernement français à reprendre immédiatement le programme PAUSE (Programme national d'accueil en urgence des scientifiques et artistes en exil) pour les chercheuses, chercheurs, étudiantes et étudiants de Palestine et il l'exhorte à agir avec détermination pour un cessez-le-feu afin de rendre possible un envoi massif de l'aide humanitaire et le retour des otages encore captifs.

Les universités portent non seulement la responsabilité de transmettre les savoirs et de faire progresser la recherche, mais aussi d'assumer pleinement leur rôle dans la défense et la promotion des valeurs qui rassemblent l'Humanité. La violence et la déshumanisation — d'où qu'elles viennent — doivent être condamnées sans équivoque.

Ce qui se déroule depuis plusieurs mois dans la bande de Gaza viole tous les principes de la dignité humaine et du droit international : plus de 60 000 victimes civiles tuées et 140 000 blessées sur une population totale de 2 millions d'habitants, le blocage de l'aide humanitaire et une famine qui ne cesse de s'aggraver. Le 16 septembre 2025, la Commission d'enquête internationale établie en 2021 par le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies conclut que «Israël a commis un génocide à l'égard des Palestiniens dans le cadre de la guerre menée à Gaza en riposte aux attaques sanglantes du Hamas le 7 octobre 2023.»¹

Le monde universitaire est désormais en lambeaux dans la bande de Gaza, il a systématiquement été pris pour cible. Dès septembre 2024, sur les 21 campus que comptait ce territoire, 11 avaient été partiellement ou sévèrement endommagés et 7 entièrement détruits. L'Institut français de Gaza où une centaine d'étudiantes et d'étudiants venaient apprendre notre langue est en ruine. Les étudiant-es, les enseignant-es, les chercheur-es, les président-es d'université et les doyen-nes ont payé un lourd tribut dans cette guerre.

La destruction de ces universités est une tragédie qui va bien au-delà des murs en ruines. C'est une atteinte directe à l'avenir des jeunes Palestiniennes et Palestiniens et à la possibilité de construire une société stable, prospère et sans violence. L'éducation est une clé essentielle pour la paix et le développement, et sa protection doit être une priorité absolue.

Le bureau de la CPNU exprime sa plus grande solidarité vis-à-vis des collègues et des étudiant-es palestinien-nes. Il appelle à soutenir toutes celles et ceux qui œuvrent pour une Paix juste et durable, sans lequel aucun système éducatif ne peut fonctionner. Il appelle à soutenir et protéger les institutions d'enseignement supérieur de la bande de Gaza, qui sont vitales pour la survie et l'avenir à long terme du peuple palestinien.

Cet appel rejoint les voix dans le monde et notamment en Israël qui déclarent la situation insoutenable. Le 28 juillet 2025, les présidents de l'Université de Tel-Aviv, de l'Université hébraïque de Jérusalem, de l'Université Ouverte, de l'Institut Weizmann des sciences et de Technion ont déploré les immenses préjudices infligés à la population civile dont les enfants et les nourrissons et insistent sur l'impératif moral pour le gouvernement israélien de faire cesser au plus vite le drame en cours.

Aujourd'hui, les mots du Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, résonnent avec gravité : «C'est un test de notre humanité commune — un test auquel nous ne pouvons pas nous permettre d'échouer».

1. Source (au 3 octobre 2025) : <https://news.un.org/fr/story/2025/09/1157475>